



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« AAC de Pont de Couterne à Rives d'Andaine »

PY_POCO

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC de Pont de Couterne à Rives d'Andaine » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Syndicat Départemental de l'Eau de l'Orne

27 boulevard de Strasbourg

61003 Alençon

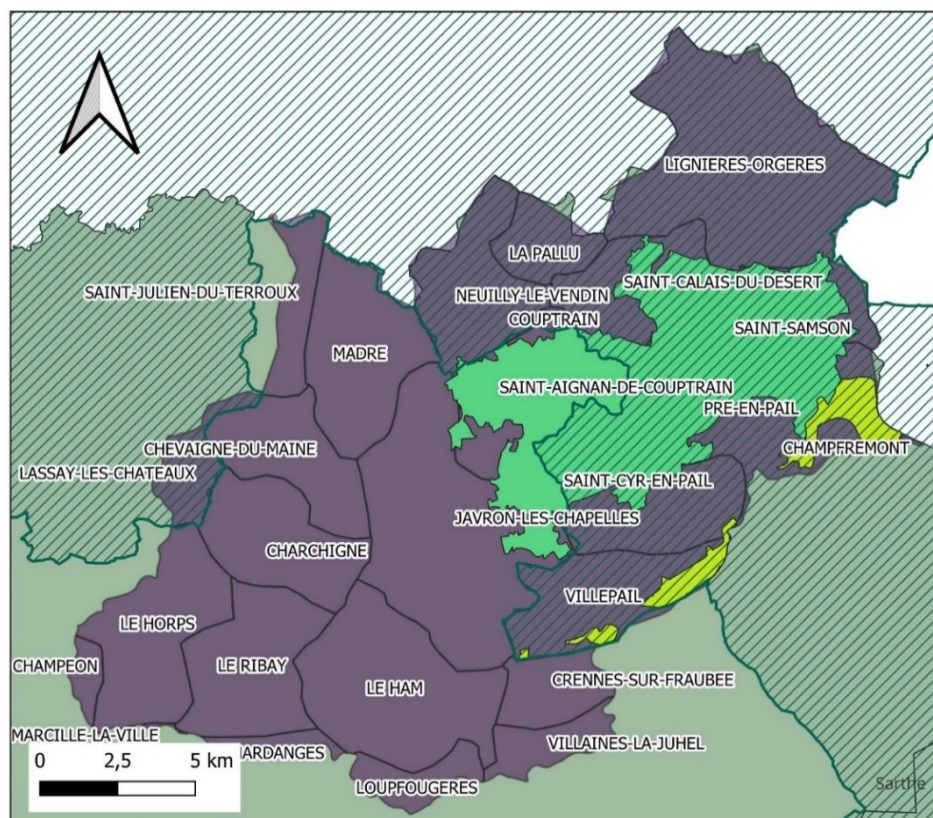
Pierre JEANJEAN

jeanjean.pierre@orne.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DE PONT DE COUTERNE À RIVES D'ANDAIN » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

L'AAC de Pont de Couterne est située sur deux départements : l'Orne et la Mayenne. D'une superficie de 53 500 ha, l'AAC s'étend sur 40 communes réparties sur les départements de l'Orne (32%) et de la Mayenne (68%). Ce territoire est composé par 61% de surfaces agricoles où l'on dénombre environ 900 exploitants agricoles.

Le territoire du PAEC « AAC de Pont de Couterne à Rives d'Andaine » est présenté sur la carte ci-après. Il concerne les communes listées dans le tableau suivant.



Légende

AAC Couterne Communes

PNR_L93

PNR Normandie-Maine

SIC N2000 PDL

Bocage de la forêt de la Monnaie à Javron-les-Chapelles

Forêt de Multonne, corniche de Pail

Haute vallée de l'Orne et affluents

Vallée du Sarthon et affluents

INSEE	NOM Commune	Inclus entièrement dans l'AAC
53061	CHARCHIGNE	Oui
53069	CHEVAIGNE DU MAINE	Oui
53080	COUPTRAIN	Oui
53121	JAVRON LES CHAPELLES	Oui
53173	LA PALLU	Oui
53112	LE HAM	Oui
53190	LE RIBAY	Oui
53133	LIGNIERES-ORGERES	Oui
53142	MADRE	Oui
53164	NEUILLY LE VENDIN	Oui
53204	SAINT-CALAIS-DU-DESERT	Oui
53208	SAINT-CYR-EN-PAIL	Oui
53196	ST AIGNAN DE COUPTRAIN	Oui
53051	CHAMPEON	Non
53085	CRENNES SUR FRAUBEE	Non
53114	HARDANGES	Non
53127	LASSAY LES CHATEAUX	Non
53116	LE HORPS	Non
53139	LOUPFOUGERES	Non
53144	MARCILLE LA VILLE	Non
53185	PRE-EN-PAIL-SAINT-SAMSON	Non
53230	SAINT-JULIEN-DU-TERROUX	Non
53271	VILLAINES LA JUHEL	Non

INSEE	NOM Commune	Inclus entièrement dans l'AAC
53272	VILLEPAIL	Oui

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le territoire du PAEC est une partie de l'Aire d'Alimentation du Captage prioritaire de Pont de Couterne à Rives d'Andaine. La prise d'eau se fait directement dans la rivière Mayenne et alimente environ 5 800 habitants et des industriels. Cette ressource n'est pas substituable.

Par ailleurs, ce territoire fait partie du Parc Naturel Régional Normandie-Maine et intègre deux zones Natura 2000 (Corniche de Pail et du Bocage de la forêt de la Monnaie) présentant des sites d'intérêt communautaires avec un fort enjeu de préservation de la biodiversité autour du maintien et la restauration des habitats remarquables, notamment pour les oiseaux, les insectes et les batraciens.

Le PAEC ligérien concerne une SAU de 27 038 ha. Le Diagnostic Territorial des Pressions Agricoles (DTPA) a été réalisé en 2014 sur le bassin de l'Anglaine avec 40 exploitants rencontrés, et est globalement représentatif des fermes que l'on peut trouver sur l'ensemble du PAEC. Ce sont en grande majorité des fermes de polyculture et élevage laitier conventionnel. La rotation principale pratiquée est maïs-blé, et la rotation secondaire maïs-blé-prairie temporaire. Ces rotations nécessitent l'utilisation de pesticides, notamment :

- Le S-métolachlore, désherbant du maïs en pré-levée ;
- Le glyphosate, désherbant total utilisé pour détruire le couvert végétal avant mise en culture (maïs et blé).

Ces molécules et leurs métabolites (ESA métolachlore et l'AMPA) se retrouvent régulièrement à la prise d'eau en dépassement par rapport à la norme de 0.1 µg/l. A noter également, la présence de fongicides issus de la culture du blé.

L'assolement est majoritairement occupé par les prairies (45%), puis le maïs fourrager (24%) et le blé tendre (16%). Ces 3 cultures représentent plus de 80% de l'assolement.

En ce qui concerne les nitrates, les concentrations moyenne à la prise d'eau se situent autour de 20 mg/l ; mais on observe des concentrations plus élevées en période de lessivage (décembre à mars) sans toutefois dépasser la limite de potabilité (50 mg/l). Par ailleurs, certains sous-bassins comme celui de l'Anglaine sont plus problématiques avec des concentrations en nitrates pouvant atteindre régulièrement les 45 mg/l.

Plusieurs solutions ont été identifiées pour éviter les situations à risque pour la qualité de l'eau :

- La première consiste à diversifier l'assolement et allonger les rotations en introduisant des cultures nécessitant moins de pesticides de synthèse. Les systèmes herbagers sont la solution idéale pour maintenir l'élevage et diminuer les pollutions de l'eau. Si l'on reste dans des systèmes de polyculture élevage, les cultures à Bas Niveau d'Impact sont à mettre en avant. Parmi celles-ci, les cultures pluriannuelles sont particulièrement intéressantes pour limiter les fuites d'azote. Ainsi, le miscanthus, les prairies et la luzerne constituent des cultures particulièrement pertinentes pour notre contexte.
- Le désherbage du maïs peut également être réalisé à l'aide d'outils mécaniques, la herse

étrille, la houe rotative et la bineuse. Ils permettent de lutter efficacement contre les adventices dans le cadre d'une stratégie de lutte à l'échelle du système et pas uniquement en substitution des désherbants chimiques. Une grande partie des CUMA du territoire est d'ores et déjà équipée de ce matériel. Toutefois, son utilisation est limitée car elle reste plus longue, plus complexe et plus coûteuse à mettre en œuvre.

- Les transferts de pesticides vers les cours d'eau pourraient être largement réduits si les parcelles en bord de cours d'eau étaient constituées uniquement des prairies avec un chargement adapté (sans surpâturage). En effet, les prairies pourraient jouer un rôle de filtre naturel que les seules bandes enherbées ne sont pas en mesure de remplir.
- Par ailleurs, il est nécessaire de reconcevoir les systèmes en profondeur de manière à favoriser les régulations biologiques. Les auxiliaires de cultures peuvent notamment jouer un rôle important dans la diminution des pressions des ravageurs, et ainsi diminuer les apports de pesticides. Il est donc important de favoriser l'habitat de ces auxiliaires en densifiant le maillage bocager, en diversifiant la mosaïque paysagère, en implantant des bandes fleuries.

Ces pratiques agricoles ont néanmoins un coût que permet de compenser l'engagement de MAEC. Ces mesures peuvent permettre de préserver la ressource en eau tout en maintenant les résultats économiques des exploitations.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_POCO_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_POCO_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €

Type de couvert et/ ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
			de surfaces.		
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_POCO_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC de Pont de Couterne à Rives d'Andaine » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés

dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	HBV3 « Maintien »
E	HBV2 « Maintien »
F	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>